

Education prioritaire : ultimatum pour le 3 janvier !

Une lutte qui grandit

La ministre avait annoncé son intention d'exclure les lycées de l'éducation prioritaire à partir de la rentrée 2017. Depuis plusieurs mois, la mobilisation se développe autour de l'appel "Touche pas à ma ZEP" et de ses collectifs. Elle a pris un caractère national avec le succès des grèves du 17 novembre et 29 novembre. Pour la première fois, au-delà des soutiens intersyndicaux régionaux, une intersyndicale nationale Snes-Snuep-Snep-Fo-Cgt-Sud appelait à la grève.

Le ministère pris en défaut

Après avoir nié le problème la ministre a fini par prolonger jusqu'en 2019 les indemnités, puis a sauvé les bonifications pour les seuls personnels en poste avant 2015, avant d'annoncer 450 postes pour la seule rentrée 2017. Ces reculs partiels montrent qu'il est possible de gagner sur les revendications des personnels. Mais on est loin du compte et les effets d'annonce ne trompent personne !

Des revendications qui doivent être satisfaites

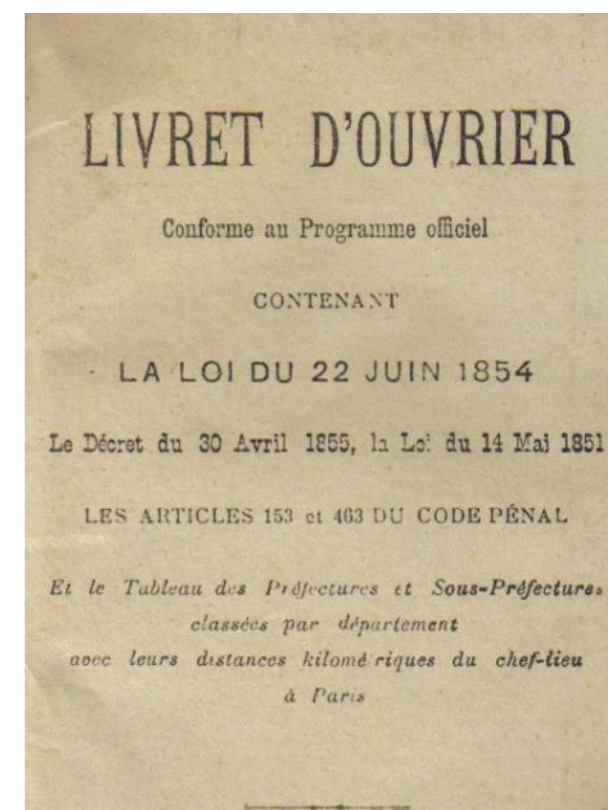
Une carte élargie de l'éducation prioritaire et un label sur des critères nationaux et transparents, des moyens pérennes et des droits pour tou-te-s, des postes et des seuils d'effectifs contraignants : SUD éducation renouvelle son soutien aux revendications de ce mouvement et à la décision des AG d'un ultimatum à la ministre. Sans engagement répondant aux revendications, la grève sera reconductible à partir du 3 janvier !

Livret scolaire numérique

Formatage des pratiques pédagogiques, fichage des élèves, surcharge de travail pour les enseignant-e-s... Le livret scolaire unique numérique (LSUN) est imposé à marche forcée avec de nombreux problèmes techniques aux effets chronophages. Nous ne voulons pas de cette école numérique qui marchandise l'école et sert à engraisser des multinationales en assurant le fichage et la traçabilité des populations. **Ni mise en oeuvre progressive, ni suspension : abrogation du Livret scolaire numérique !**

Evaluation : signons la pétition !

Les décrets sur l'évaluation des enseignant-e-s et les carrières ont été votés au Comité Technique Ministériel du 07/12 avec les voix de la FSU, de l'UNSA et du SGEN-CFDT. Cette réforme accroît le poids de la hiérarchie, maintient l'inspection-sanction et introduit une « gestion des ressources humaines » issue de l'entreprise. Contre les régressions, pour la déconnexion entre évaluation et carrières, signez sur notre site la pétition « **Nous ne sommes pas des ressources humaines !** »



**POUR VOUS TENIR
AU COURANT DES LUTTES,
DE L'ACTUALITÉ SYNDICALE :
WWW.SUDEDUCATION.ORG**